

Discours à la Nation prononcé par le chef de l'Etat la veille du nouvel an 2008.

31 décembre 2007

Sénégalaises, Sénégalais, Mes chers compatriotes, Chers frères et sœurs africains, Hôtes étrangers qui vivez parmi nous,

Ce soir, je le sais, c'est une nation profondément meurtrie qui m'écoute. Dieu, le Tout Puissant a rappelé à ses côtés son fidèle serviteur, l'éminent représentant de Khadimou Rassoul, Serigne Cheikh Saliou Mbacké. Nous avons été l'accompagner à sa dernière demeure et présenter nos condoléances à Serigne Cheikh Mbacké, son fils aîné et à toute la famille. Il s'agissait pour nous de réaffirmer notre fidélité à l'illustre disparu et de confirmer à sa famille notre engagement à maintenir pour toujours les sentiments qui nous liaient déjà de son vivant.

Nous y sommes retournés 24 heures après pour saluer Serigne Mamadou Lamine Bara Mbacké et lui déclarer que nous le reconnaissons désormais comme le nouveau Khalife général des mourides, Serigne Touba. Nous avons l'avantage de l'avoir toujours compté parmi nos amis et bénéficié de ses prières. C'était aussi pour moi l'occasion de lui affirmer avec déférence mais avec force mon engagement à terminer complètement le programme de modernisation de la Ville Sainte de Touba que j'avais déjà entamé avec Serigne Saliou Mbacké, dans le cadre de la modernisation des capitales religieuses du Sénégal. Pour rester fidèle à mon Maître Serigne Saliou et servir Khadimou Rassoul.

Je présente donc mes condoléances à toute la famille mouride, au nouveau Khalife général des mourides, Serigne Mamadou Lamine Bara Mbacké, à la famille de l'illustre défunt, à la communauté mouride du Sénégal et de l'étranger, à toutes les familles religieuses du Sénégal, à tous les Sénégalais, à tous les compatriotes africains, à la Oummah islamique, à tous les amis du Sénégal.

Mes chers compatriotes, en Nation de croyants, nous rendons une fois de plus grâce à Dieu pour nous avoir fait franchir une année de plus et nous rassembler à l'aube d'une nouvelle année.

J'ai une pensée pieuse pour nos morts, tous nos morts, musulmans et chrétiens. Que le Miséricordieux leur accorde son pardon et les reçoive en son Paradis.

Mais je pense aussi aux malades et à tous ceux qui souffrent. Je leur exprime toute ma compassion et leur souhaite un prompt rétablissement.

Mes chers compatriotes,

L'année 2007 a aussi connu, pour nous, un épilogue heureux avec l'élévation, à la dignité cardinalice, d'un illustre fils de notre pays.

En votre nom et au mien propre, je renouvelle mes chaleureuses félicitations à Son Eminence le Cardinal Théodore Adrien Sarr et à toute la communauté chrétienne.

Sa distinction méritée est un honneur fait à toute la Nation sénégalaise.

La joie que nous éprouvons tous pour la très haute distinction accordée à un compatriote est aussi un signe de l'identité remarquable par laquelle la Nation sénégalaise, dans toutes ses composantes, se définit, se distingue et s'épanouit ; une singularité qui nous vaut beaucoup de considération dans le monde.

Mes chers compatriotes,

La campagne agricole 2007 n'a pas été des meilleures malgré les importants moyens mobilisés par le gouvernement pour l'achat de matériels, d'intrants agricoles et l'encadrement du monde rural : en particulier une subvention de 15 francs par kilogramme d'arachide et 125 francs par kilo pour l'achat des semences.

Malheureusement, l'hivernage tardivement installé et, en certains endroits, avec des arrêts précoces et d'autres facteurs défavorables, ont affecté la production nationale.

Naturellement, une assistance adéquate va être apportée aux populations touchées par le déficit des récoltes.

Mais à terme, notre vision stratégique est de soustraire le secteur agricole aux aléas climatiques.

Mes chers compatriotes,

L'énergie continue d'être une source de préoccupation avec la flambée des prix du pétrole et de ses produits dérivés.

De 30 dollars en 2003, le prix du baril est passé maintenant à près de 100 dollars.

Les subventions consenties par le gouvernement pour alléger le lourd fardeau de la facture pétrolière sur les consommateurs ont, quant à elles, évolué de 62 milliards en 2005 à plus de 150 milliards en 2006 et 2007.

J'ai conscience des frustrations légitimes des consommateurs et des pertes en compétitivité pour les entreprises, occasionnées par les perturbations dans la fourniture d'électricité.

La hausse des prix du pétrole étant comme un diktat qui nous vient de l'extérieur, nous, pays africains non producteurs de pétrole, avons décidé de lutter ensemble pour nous débarrasser de ce fléau. C'est cela qui est important. Nous avons commencé à être entendus car le président de la République française, M. Nicolas Sarkozy, s'est prononcé de façon claire, dans le même sens que nous, pour qu'une solution soit trouvée aux surcharges imposées aux pays non producteurs de pétrole. Cette prise de position est importante aussi dans notre lutte pour lier les superprofits du pétrole à la lutte contre la pauvreté.

Au plan intérieur, le gouvernement s'attelle fermement à augmenter notre production nationale d'énergie, de façon durable, par divers moyens dont l'énergie atomique pour laquelle nous avons décidé d'envoyer des jeunes en formation à l'étranger. Je veille personnellement sur notre évolution vers l'indépendance énergétique. C'est une question cruciale qui conditionne la marche de notre économie.

Au demeurant, nous recherchons aussi d'autres sources d'énergie de substitution. Cette révolution est déjà en cours puisque j'ai inauguré, il y a quelques semaines, la première usine de production d'éthanol au Sénégal.

J'encourage vivement le secteur privé à suivre cette voie. Le gouvernement est disposé à appuyer toutes les initiatives allant dans ce sens.

Dans l'immédiat, face aux effets inflationnistes des cours du pétrole sur les produits de consommation courante, les 19 mesures prises par le gouvernement pour contenir la hausse des prix des denrées de première nécessité resteront en vigueur.

Aux mesures d'économie sur nos dépenses, s'est ajoutée la réduction de la taille du gouvernement.

J'ai en outre proposé au Parlement un projet de loi portant prélèvement sur les salaires du président de la République, du Premier ministre, des ministres et des parlementaires, comme contribution de solidarité pour atténuer les effets négatifs de la hausse des prix internationaux des produits pétroliers sur la vie des ménages, en particulier les plus démunis.

Mes chers compatriotes,

Malgré la conjoncture difficile, nous gardons intacte notre vision d'un Sénégal émergent parce que les perspectives sont bonnes pour notre économie.

Au cours de l'année 2007, nos recettes fiscales ont progressé de 12,7 % alors même que le taux d'impôt sur les sociétés a été revu à la baisse.

L'environnement des affaires s'est aussi nettement amélioré avec la simplification des procédures. Le délai de création d'une entreprise est ainsi passé de 58 jours à 48 heures.

Il en résulte que notre pays, en plus de ses partenaires traditionnels, attire de plus en plus des investisseurs d'autres horizons.

Il en est ainsi, d'abord, parce que le Sénégal est un pays de paix et de stabilité, conditions préalables du développement.

Il en est ainsi, ensuite, parce que dans un monde d'ouverture et de compétition acharnée, l'investisseur a des choix quasi-illimités et ne se hasarde jamais dans un environnement de turbulences et d'instabilité.

Il en est ainsi, enfin, parce que sur la base de nos performances et de notre vision, nos partenaires nous font confiance.

Le résultat de notre passage au Groupe consultatif de Paris les 2 et 3 octobre 2007, en est un exemple éloquent.

En effet, sur les besoins de financement initiaux que nous avons présentés, la communauté des bailleurs nous a accordé un supplément de 600 milliards.

Je renouvelle mes félicitations appuyées à M. le Premier ministre et au ministre d'Etat, ministre de l'Economie et des Finances.

La mise en œuvre de nos engagements me tient particulièrement à cœur. C'est dans cet esprit que j'ai personnellement présidé, le 26 octobre dernier, les travaux du séminaire gouvernemental sur le suivi des résultats du Groupe consultatif.

J'accorde une priorité élevée à la mobilisation effective des financements annoncés. J'ai instruit le gouvernement à l'effet de créer les conditions d'une absorption des crédits digne d'une Administration moderne et efficace.

Mes chers compatriotes,

L'histoire nous enseigne à suffisance que les ressources humaines et les infrastructures déterminent la marche des peuples vers le mieux-être. Il ne peut y avoir de développement sans ressources humaines et sans infrastructures de qualité. C'est un passage obligé.

C'est pourquoi je demande aux enseignants de ré-apprécier nos efforts et de nous soutenir au lieu de maintenir l'école dans une perpétuelle instabilité de grèves récurrentes et de menaces de grèves. Nous devons privilégier le dialogue. Le gouvernement y reste attaché en permanence. On dit que toutes les élasticités ont des limites au-delà desquelles la corde casse. Evitons de pénaliser l'école et les enfants par des revendications impossibles. Les investissements énormes que le gouvernement continue d'allouer au secteur de l'Education, de la Formation et à celui des Infrastructures de base procèdent d'un choix volontariste et réfléchi, guidé par le sens de l'histoire et la vision du futur.

Les faits sont révélateurs par eux-mêmes.

En sept ans, nous avons, entre autres changements qualitatifs, réalisé 500 collèges, 39 lycées, 7 écoles de formation d'instituteurs, 3 Universités et 273 Cases des Tout-Petits.

Dans la même période, nous avons relevé le taux de scolarisation de 69 à 85 %, réussi la parité garçons-filles, porté le nombre des boursiers de 20.000 à 65.000 et revalorisé les salaires des enseignants.

A titre d'exemple, le niveau de rémunération de l'instituteur est passé de 50.000 à 95.000 francs Cfa.

Ces acquis ne sont pas une fin en soi.

Dans un monde de plus en plus complexe, où le savoir et le savoir-faire déterminent le progrès des peuples, nous ferons toujours plus et mieux chaque fois que les moyens de l'Etat le permettront, car tout comme la santé, je considère que l'éducation et la formation n'ont pas de prix.

Notre décision de convoquer des assises nationales sur la situation des enseignants ouvre l'opportunité de discussions franches. Nous tendons la main aux enseignants et sommes disposés à les écouter. Je souhaite leur dire une fois de plus que je suis et demeure leur allié.

En ce qui concerne les infrastructures, nous le constatons tous, mes chers compatriotes : les habits neufs de notre capitale continuent de prendre forme avec la nouvelle génération de réseaux routiers déjà achevés ou en cours de réalisation.

En 2008, nous gagnerons encore davantage en mobilité urbaine et en compétitivité économique. Mais nous ne comptons pas nous arrêter en si bon chemin ! Nous irons plus loin avec la réalisation des projets de tramway et de taxis maritimes.

A l'intérieur du pays, en plus des axes routiers en chantier, le gouvernement a sélectionné, au Conseil présidentiel du 31 juillet, sept projets de chemins de fer qui mettront à terme le Sénégal au standard international en matière de transport des personnes et des biens.

Nous avons, pour ce faire, l'engagement de partenaires décidés à nous accompagner dans cette belle aventure de développement.

S'agissant de la liaison maritime Dakar-Ziguinchor et comme promis, la solution définitive au remplacement du « Joola » est déjà trouvée avec la réception du navire flambant neuf « Aline Sitoë Diatta ».

La desserte sera désormais assurée dans de meilleures conditions de confort, de sécurité et de sûreté.

Je tiens absolument à ce que les négligences coupables du passé ne soient pas répétées. J'ai déjà donné les instructions les plus fermes pour le respect strict des règles de sécurité et de sûreté concernant le transport maritime.

Mes chers compatriotes,

Ce soir, à minuit, prend fin, en principe, l'Accord de Cotonou qui régit à ce jour les relations commerciales entre l'Union européenne d'une part, les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique d'autre part.

Je me suis suffisamment expliqué sur ce problème pour lequel je suis heureux aujourd'hui d'être soutenu par tous les Sénégalais. Nous avons décidé de mener un combat africain avec tous les Africains de l'intérieur et de la Diaspora qui partagent nos préoccupations.

Ce que nous demandons à l'Union européenne est bien simple : accepter de nous mettre en face les uns des autres pour définir ensemble les voies et moyens d'un véritable partenariat qui rassure les deux parties liées par l'histoire et guidés par la raison.

Il y va de la survie de l'Afrique.

Une Europe forte a besoin d'une Afrique forte.

Une Europe prospère ne peut être stable à quelques kilomètres d'une Afrique pauvre et sans espoir. Et j'imagine mal un destin séparé pour deux continents si intimement liés par le passé et le voisinage. Il y a un besoin d'Afrique en Europe comme il y a un besoin d'Europe en Afrique.

Entre l'Europe et l'Afrique, ce lien d'interdépendance nous sert de trait d'union.

C'est à cela que notre diplomatie, dont je salue la clairvoyance, le dynamisme et l'efficacité, continuera d'œuvrer avec les pays africains qui partagent nos vues, afin de relancer le dialogue indispensable avec nos partenaires européens sur ces nouvelles bases.

Mes chers compatriotes,

S'agissant des préparatifs du Sommet islamique de Dakar des 13 et 14 mars 2008, je voudrais vous dire que tout sera fin prêt, s'il plait à Dieu, pour offrir à nos illustres hôtes les meilleures conditions d'accueil et de séjour.

Je suis satisfait du rythme d'avancement des travaux, tant au sein de l'Anoci que de la Commission nationale préparatoire, pilotée par le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères.

Je me réjouis de la mobilisation du peuple sénégalais dans toutes ses composantes pour réserver à nos frères et sœurs de la Oummah islamique un accueil convivial et fraternel, digne de la Téranga sénégalaise.

Il me reste, au seuil du nouvel an, à vous présenter, mes chers compatriotes, à toutes et à tous, mes vœux les meilleurs : vœux de bonne santé d'abord, de paix dans les cœurs et les esprits, ensuite de réussite et de bien-être enfin.

Je joins mes prières aux vôtres pour que Dieu, dans Sa générosité infinie, continue de couvrir de sa main protectrice notre cher Sénégal et notre continent.

Bonsoir et Dewenaty.